

## Burundi : appel à réserver au secteur agricole une place privilégiée

@rib News, 27/03/2012 â€“ Source Xinhua Les communes burundaises, en tant qu'entités dĂ©centralisĂ©es, doivent rĂ©server au secteur agricole une place privilĂ©giĂ©e dans leurs planifications budgĂ©taires, selon Onesphore Nduwayo, prĂ©sident de l'Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG), une ONG burundaise. M. Nduwayo prononĂ§ait son mot liminaire lors de l'occasion d'une journĂ©e de rĂ©flexion organisĂ©e dans le cadre d'une campagne de lobbying et plaidoyer en faveur de la sĂ©curitĂ© alimentaire rassurante et du financement du secteur agricole au Burundi.

Il a dĂ©plorĂ© que la part du budget gĂ©nĂ©ral de l'Etat revenant au secteur agricole reste insignifiante, notamment dans les communes de Kayogoro et Nyanza-Lac en province de Makamba (Sud) oĂ¹ « aucune ligne budgĂ©taire n'est spĂ©cifiquement prĂ©vue pour l'agriculture ». Le prĂ©sident de l'OAG a proposĂ© que les recettes fiscales des communes soient faiblement recouvrĂ©es avec des difficultĂ©s pour rĂ©aliser des projets de dĂ©veloppement dont ceux relevant du secteur agricole. MĂ©me si la commune est dĂ©jĂ© une entitĂ© autonome dĂ©centralisĂ©e et jouissant d'une personnalitĂ© juridique, la dĂ©centralisation financiĂ©re est aujourd'hui loin d'Ăatre effective, a fait remarquer M. Nduwayo. D'autres intervenants ont plaidĂ© pour une attention particuliĂ©re au secteur agricole Ă© tous les niveaux de l'administration du Burundi.